



Charbonnières, le 12 octobre 2010

## **Communiqué de Presse**

**Communiqué commun du groupe des élu-e-s communistes de la ville de Grenoble, du groupe Front de gauche au Conseil régional et du collectif Front de gauche de Grenoble**

### **Fermetures du Lycée Mounier à Grenoble**

L'émotion provoquée par l'annonce de la fermeture du lycée Mounier est justifiée. L'attachement à ce lycée exprimé par l'ensemble des intéressés lycéens, parents, enseignants et personnels doit être entendu. **Nous appelons les autorités académiques, la vice présidente aux lycées et le président du conseil régional à accepter de réexaminer le dossier avec tous.**

**Pour qu'il soit clair que toutes les hypothèses seront examinées, il faut annoncer que la décision de fermeture en juin 2011 est annulée.**

Pour notre part nous défendons l'idée de maintenir le lycée en activité tout au long de travaux qui doivent démarrer au plus tôt.

Le Conseil régional a programmé la restauration de Mounier depuis 2005 et déjà 20 millions € ont été provisionnés. **Il est possible de commencer le chantier très vite puisque le projet est prêt depuis 2008. Faisons le !** Le nouveau plan pluriannuel d'investissement que le Conseil régional va prochainement établir devra, comme c'était prévu, intégrer le complément nécessaire à l'achèvement de la rénovation estimée à 44 millions € soit 24 millions € supplémentaires.

Pour conserver la dynamique que nous lui connaissons le lycée doit continuer de fonctionner durant les travaux. Ne pas disperser une équipe pédagogique qui a fait ses preuves est vital pour l'avenir de l'établissement et des jeunes qu'il accueille. Ainsi les travaux à Mounier se dérouleront-ils en site occupé comme c'est le cas dans la plupart des restructurations de lycées. **On sait donc fort bien gérer ce genre de situations. Il est de surcroît possible d'utiliser les locaux de l'IUFM voisin qui pourront si nécessaire être complétés par des salles provisoires.**

**Dans ce sens nous demandons l'engagement, immédiatement, de la concertation la plus large (Rectorat, Conseil régional, Mairie de Grenoble, lycéens, enseignants, personnels et direction du lycée) afin de définir les modalités de la rentrée 2011 à Mounier, s'il se confirme que les bâtiments actuels ne peuvent être utilisés au-delà du mois de juin.**